Annie Jourdan, *La Révolution batave entre la France et l'Amérique (1795–1806)*

Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 456 p., ISBN
978-2-7535-0702-9, 22 €

Bernard Gainot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11783>

DOI : 10.4000/ahrf.11783

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2010

Pagination : 241-244

ISBN : 978-2-200-92632-8

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Bernard Gainot, « Annie Jourdan, *La Révolution batave entre la France et l'Amérique (1795–1806)* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 360 | avril-juin 2010, mis en ligne le 01 juin 2013, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11783> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11783>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Annie Jourdan, *La Révolution batave entre la France et l'Amérique (1795–1806)*

Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 456 p., ISBN 978-2-7535-0702-9, 22 €

Bernard Gainot

RÉFÉRENCE

Annie Jourdan, *La Révolution batave entre la France et l'Amérique (1795–1806)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 456 p., ISBN 978-2-7535-0702-9, 22 €

- 1 C'est un volumineux travail de plus de 400 pages que nous propose Annie Jourdan, qui n'est pas seulement une mise au point sur un événement bien mal connu en France, la République hollandaise, ou « batave », mais aussi et surtout une réflexion sur la circulation des idées et des modèles entre trois expériences républicaines : France, Provinces-Unies et États-Unis.
- 2 Soulignons d'emblée que le titre ne correspond pas exactement au propos; ce qu'il est convenu d'appeler la « révolution batave » se déroule de 1783 à 1787, et fait partie de ce que Jacques Godechot appela en son temps les « révolutions atlantiques ». Ici, il est plutôt question de la République batave, inaugurée par le franchissement du Rhin par les troupes françaises, achevée par l'installation du royaume de Louis Bonaparte. Il s'agit donc de l'institutionnalisation de l'expérience des « patriotes », qui ne se limite pas aux soubresauts de la formulation d'une Constitution, mais à la généralisation d'une expérience totale, qui ne visait rien moins que l'enracinement d'une citoyenneté originale, fondement d'une régénération nationale. Cette expérience, l'historiographie la ramène trop souvent à l'imitation d'un « modèle français » sous le vocable de la « république sœur »; soit pour la dénigrer en lui ôtant toute originalité, soit pour ramener toute novation à l'aune de l'exceptionnalité française.

- 3 La dimension authentiquement historique du travail d'Annie Jourdan est de faire vivre l'originalité de cette période en la confrontant à la pluralité des modèles d'inspiration. En introduisant le référent états-unien, elle brise de façon stimulante le tête-à-tête franco-batave qui obère trop souvent son interprétation.
- 4 Après avoir replacé le courant patriote dans l'Europe révolutionnaire, l'auteur présente brièvement les acteurs et les événements de la période 1783–1795. L'étude commence véritablement lorsqu'elle nous guide dans les débats qui ont marqué l'existence d'un acteur collectif fondamental de la période : l'Assemblée batave. Elle analyse de façon approfondie les principaux textes qui vont constituer la République, en commençant par la déclaration des droits. Comme les Américains, les Bataves sont méfiants envers les autorités constituées et la toute-puissance de la loi. Chez eux la souveraineté du peuple est à la fois principe et exercice. Ils vont plus loin que le texte français de 1795, par la garantie des secours publics, la volonté de ne pas encadrer étroitement la liberté de la presse ou le droit de pétition. C'est assez dire que l'esprit des républicains bataves n'est pas que la copie des expériences étrangères, mais dénote un souci d'émulation, une volonté de tenir compte des expériences acquises, pour les dépasser. C'est tout l'enjeu de la démocratie représentative, cette forme perpétuellement sous tension, jamais acquise et toujours à construire, dont Annie Jourdan ne souligne pas suffisamment qu'elle ne fut jamais un donné, ni aux États-Unis, ni en France, mais un objectif évolutif, qui donna lieu à de nombreux débats qui transcendaient les frontières des diverses républiques à l'époque du Directoire.
- 5 Ce que nous révèle en outre une analyse extrêmement fine des arguments échangés lors des joutes législatives, c'est le peu de pertinence des étiquettes réductrices accolées aux systèmes de références : « radicaux » contre « modérés », « unitaires » contre « fédéralistes ». Tous s'accordent sur l'idée que la souveraineté du peuple doit être une et indivisible. Mais au-delà, quelle place faut-il accorder aux prérogatives des provinces ? Derrière la question de l'unité politique, se profile fortement celle de l'unité financière ; faut-il amalgamer toutes les ressources financières, ou plus exactement les dettes provinciales en cette période de dépression économique ? De même, tous s'accordent sur l'idée que le peuple batave ne peut être représenté que par une assemblée unique. Mais cette centralité législative se heurte à de fortes résistances. On retrouve tout autant, dans ces résistances, un principe « conservateur », celui de l'équilibre des pouvoirs, qu'un principe « démocratique », celui du nécessaire contrôle des citoyens sur leurs représentants. Ce sont les interventions appuyées par la force militaire, qui viennent mettre un terme provisoire aux discussions, et imposent la Constitution de 1798. Mais, là encore, l'auteur nous met en garde contre l'interprétation unilatérale dominante ; ces interventions ne visent pas à imposer un « modèle français » de l'extérieur, les acteurs bataves jouent leur partition, et se servent aussi de la présence militaire française et des évolutions fluctuantes du pouvoir parisien pour faire prévaloir leurs vues. Le texte constitutionnel de 1798 est bel et bien un texte d'inspiration batave ; le souci du contrôle populaire, la méfiance envers l'exécutif, le souci des libertés publiques. L'évolution subie en 1801 apportera quelques correctifs dans le sens d'une plus grande restriction de la participation populaire et des libertés publiques.
- 6 La troisième partie aborde la question de la réforme des mœurs, fondement de l'enracinement durable des républiques, selon le langage commun à tous ces régimes issus des principes des Lumières. Et d'abord, la question du Code civil. Ce Code civil des

Bataves sera une adaptation de la tradition nationale. Les infractions relatives aux mœurs sont déposées dans les mains des juges; l'inspiration est de protéger l'harmonie des familles, base de l'ordre social. Dans cet édifice nouveau qui repose sur la famille nucléaire groupée autour du père, la tranquillité publique est du domaine de l'État, c'est-à-dire qu'elle repose avant tout sur les magistrats, et non plus sur l'Église ou les communautés. Cette construction parachève l'évolution séculaire de la tradition républicaine hollandaise. Pour mieux faire ressortir l'originalité batave, l'auteur se livre à une comparaison très fouillée des différentes évolutions du droit dans les sociétés de l'Europe occidentale, notamment en France et en Angleterre. La question de l'esclavage est un peu rapidement réglée; son importance, dans une perspective comparative justement, ne doit pas être négligée. Il y eut des débats au Corps législatif, même si ceux-ci se concluent par le maintien du *statu quo*. Les Provinces-Unies étaient aussi une république impériale, même si la République batave avait bien du mal à tenir ses territoires ultra-marins.

- 7 Dans la République batave, l'élaboration d'un nouveau code criminel est hésitante et contradictoire. Si les idées des Lumières, tout particulièrement celles de Filangieri en matière de proportionnalité des peines, font leur chemin, des innovations telles que le jury populaire, les juges de paix, la publicité des débats, suscitent de fortes résistances. Les châtimens corporels ne disparaissent pas. Tout reste aux mains des juges, et un conservatisme éclairé, plus soucieux de l'ordre public que de la liberté individuelle, transparaît finalement dans le Code criminel de 1809, mort-né puisque la départementalisation de l'année suivante impose brutalement le droit français. L'auteur montre que ce conservatisme répondait à la fois à une demande sociale et à une tradition nationale.
- 8 La quatrième partie explore les voies de la « régénération », par l'éducation et par la politisation de l'espace public. C'est tout le problème des institutions républicaines. Dès les années 1750, une aspiration s'était fait jour aux Provinces-Unies en faveur d'une éducation nationale et populaire, libérée de la tutelle ecclésiastique, aspiration relayée par des sociétés philanthropiques, dont la plus importante est la Société pour le bien public (le *Nut*) qui inspire les grandes réformes éducatives de la Révolution. Le terreau était propice, puisque le niveau d'alphabétisation était bien plus élevé dans les Provinces que dans les pays voisins. Après les débats, là aussi très riches, des années 1795–1801, l'enseignement primaire apparaît comme la principale institution régénérée de la République; un enseignement uniforme, assuré par des maîtres soumis à des règles d'inspection similaires, qu'ils exercent dans les écoles publiques ou dans les nombreuses écoles privées, confessionnelles ou associatives. Ouvertes sur les besoins de la société civile, d'abord soigneusement soustraites à l'influence religieuse, une inflexion se fait jour à partir de 1805–1806 en faveur d'une plus grande moralisation. Mais le tissu persiste, et il fera l'admiration des voyageurs jusqu'au milieu du XIX^e siècle, fruit d'un effort essentiellement batave, puisque l'enseignement élémentaire n'a pas connu un soin semblable, ni dans la République américaine, ni dans la République française. En outre, le souci d'unification se traduit par une volonté de promouvoir une langue commune, et notamment par la néerlandisation des termes du vocabulaire politique.
- 9 Mais l'éducation du peuple passe aussi par d'autres voies que l'institution scolaire. L'auteur mentionne les fêtes et les monuments. Le bilan, en l'occurrence, est bien maigre, à la fois par manque d'argent, et aussi par suite d'une difficulté à rassembler la

Nation autour d'un culte des « grands hommes ». Si le ministre Gogel pose les bases d'un Musée national des œuvres d'art, les spoliations réalisées par les Français après 1795, le déménagement des chefs d'œuvre du *Siècle d'Or*, ou des collections naturalistes du stathouder vers Paris, alimentent dans les élites bataves une grande amertume à l'égard de la France. Les analyses d'Annie Jourdan sur cette question, tout à fait dans la ligne de ses précédents travaux, sont tout à fait éclairantes. De même, les pages consacrées à la promotion de l'histoire comme genre national voué à l'édification de la jeunesse; une quantité de manuels, récits, ouvrages, illustrés ou non, sont publiés à cette époque, qui, tous, développent « l'histoire de la patrie ». De sensibilités politiques diverses, ils déclinent le genre selon des modalités elles-mêmes diverses; récits des origines héroïques, histoire immédiate des faits de la Révolution promus au rang d'événements, peintures de genre des coutumes nationales.

- 10 Le dernier chapitre s'attarde sur une forme particulière, mais essentielle de l'éducation populaire; l'action des sociétés politiques, des assemblées de citoyens. C'est toute la question du radicalisme politique. Annie Jourdan présente cette action dans le cadre de la ville d'Amsterdam, entre 1795 et 1799. Renouant avec l'action des comités de la période de la Révolution batave, la mobilisation civique expérimente des formes déjà éprouvées ailleurs, comme les clubs, les assemblées primaires et les gardes armées, en l'occurrence les canonniers, mais innove également avec les assemblées de quartiers. Ce radicalisme batave présente une spécificité, dans la mesure où le combat se porte plutôt contre la municipalité modérée, que contre une assemblée qui siège hors de la grande cité, à La Haye. De même n'y eut-il pas de centre d'impulsion analogue à ce qu'a pu être le club des jacobins. Est-ce une condition suffisante pour rejeter toute analogie entre jacobinisme et radicalisme batave? À mon sens, ce serait un peu abusivement réduire le jacobinisme à son moment montagnard, voire à une fonction d'idéologie centralisée, comme le fait l'auteur. Elle néglige de ce fait la forme particulière du jacobinisme des années du Directoire, ce « néo-jacobinisme » qui présentait bien des aspects décentralisés que l'on retrouve également dans la République batave, qui s'efforçait aussi de se démarquer de la Terreur. Il y a encore dans le jacobinisme de cette période un aspect transnational, dans la recherche d'une solidarité et d'objectifs communs entre les « patriotes » (si on veut employer un autre qualificatif) français, italiens, hollandais. Dans la perspective comparatiste développée par l'auteur, c'est là un aspect qui n'est certes pas négligeable. Plus convaincante est l'analyse de l'année cruciale, 1798, au cours de laquelle la tentation d'une marche vers la violence terroriste se fait jour; tentation évitée au demeurant, à la fois par l'évolution de la conjoncture, mais aussi par la recherche d'un compromis national, la voie du *dissensus* étant en fin de compte admise en fait, sinon en droit.
- 11 Annie Jourdan revient dans sa conclusion, en émettant des hypothèses stimulantes sur les formes multiples du transfert politique, sur l'historiographie de ces années républicaines qui en a occulté l'originalité. Une seule forme de transfert a été envisagée, celle qui voit dans la République batave une imitation servile d'un « modèle » français; soit pour le rejeter au nom d'un conservatisme inhérent au caractère national néerlandais, soit pour l'exalter comme seule voie d'achèvement de la révolution, du moins en Europe, l'autre révolution prétendument aboutie étant la Révolution américaine. Annie Jourdan nous offre à la fois une somme de connaissances indispensables pour aborder ce qui doit être désormais l'étude *des* révolutions et non de *la* Révolution (il ne faudrait pas écarter de l'étude les révolutions italiennes, ou helvétiques, dont l'historiographie a été si heureusement renouvelée ces dernières

années), et une méthode comparative extrêmement stimulante. C'est un livre indispensable.